

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

---

ACCORD DU 7 JUILLET 2017

RELATIF À LA DÉFINITION DE L'ORDRE PUBLIC CONVENTIONNEL

NOR : ASET1750999M

IDCC : 1000

Entre

SAFE

D'une part, et

UNSA

FEC FO

SNPJ CFDT

FNSECP CGT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

La loi du 8 août 2016, en son article 24, transcrit dans le code du travail par l'article L. 2232-5-1, stipulant que doivent s'engager au niveau des branches professionnelles, des négociations portant sur la définition de l'ordre public conventionnel.

De plus l'article L. 2253-3 prévoit les matières dans lesquelles un accord d'entreprise « ne peut comporter de clauses dérogeant à celles des conventions de branches » indiquant que dans les autres matières des stipulations dérogatoires sont possibles « sauf si cette convention ou cet accord en dispose autrement ».

C'est dans ce cadre que les organisations patronales et salariées ont rédigé cet accord.

**Article unique**

Le troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale des avocats et de leur personnel du 20 février 1979 est remplacé par la rédaction suivante :

« En application des articles L. 2232-5-1 et L. 2253-3, les accords d'entreprise ainsi que les conventions particulières entre un employeur et un ou plusieurs membres de son personnel ne

peuvent en aucun cas contenir des stipulations dérogeant à la présente convention, sauf par des dispositions plus favorables ».

#### Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

#### Dépôt. – Entrée en vigueur

Le présent accord est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent accord entre en vigueur dès la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

#### Extension

L'extension de l'accord est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 7 juillet 2017.

(Suivent les signatures.)